

**DECISION**

**OBJET : LE CREUSOT - Contrat de transaction entre la Communauté Urbaine, Madame Isabelle PENOT et France PARE-BRISE - Sinistre du 7 octobre 2025**

Le PRÉSIDENT de la COMMUNAUTE URBAINE du CREUSOT-MONTCEAU-LES-MINES,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 02 octobre 2024, devenue exécutoire à compter du 03 octobre 2024, lui donnant délégation d'attributions, dans le cadre de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que le 7 octobre 2025, lors d'une opération de désherbage des trottoirs, Avenue de l'Europe sur la commune du CREUSOT, un caillou a été projeté sur le pare-brise d'un véhicule appartenant à Madame Isabelle PENOT et l'a fissuré,

Considérant que le pare-brise doit être changé,

Considérant que Madame Isabelle PENOT a fait changer le pare-brise de son véhicule par la Société France PARE-BRISE domiciliée rue de Pologne sur la commune du CREUSOT,

Considérant que Madame Isabelle PENOT a demandé à la CUCM de régler directement la société France PARE-BRISE,

Considérant que la facture consécutive à ce remplacement s'élève à cinq cent soixante-deux euros et vingt-deux centimes (562,22 €)

DECIDE ce qui suit :

- De conclure un contrat de transaction avec Madame Isabelle PENOT et la Société FRANCE PARE-BRISE pour le règlement du préjudice subi ;
- Madame Isabelle PENOT accepte que le règlement soit directement versé à la Société France PARE-BRISE qui a effectué le remplacement du pare-brise de son véhicule et renonce en contrepartie à tout recours relatif à ce sinistre ;
- Un mandat administratif sera effectué à la Société France PARE-BRISE pour un montant de cinq cent soixante-deux euros et vingt-deux centimes (562,22 €) ;
- La dépense sera imputée au budget 2025 sur la ligne correspondante ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président de la

Communauté Urbaine Creusot Montceau dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un recours contentieux peut également être introduit auprès du tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas- Dijon 21000) soit par courrier, soit par l'application informatique « Télerecours » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de la CUCM si un recours administratif a été préalablement déposé ;

- La présente décision sera communiquée aux membres du conseil communautaire à la faveur d'une prochaine réunion ;

Fait à Le Creusot, le 30 octobre 2025

Certifié pour avoir été reçu  
à la sous-préfecture le 30 octobre 2025  
et publié, affiché ou notifié le 30 octobre 2025

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT,

David MARTI

LE PRESIDENT,

David MARTI

